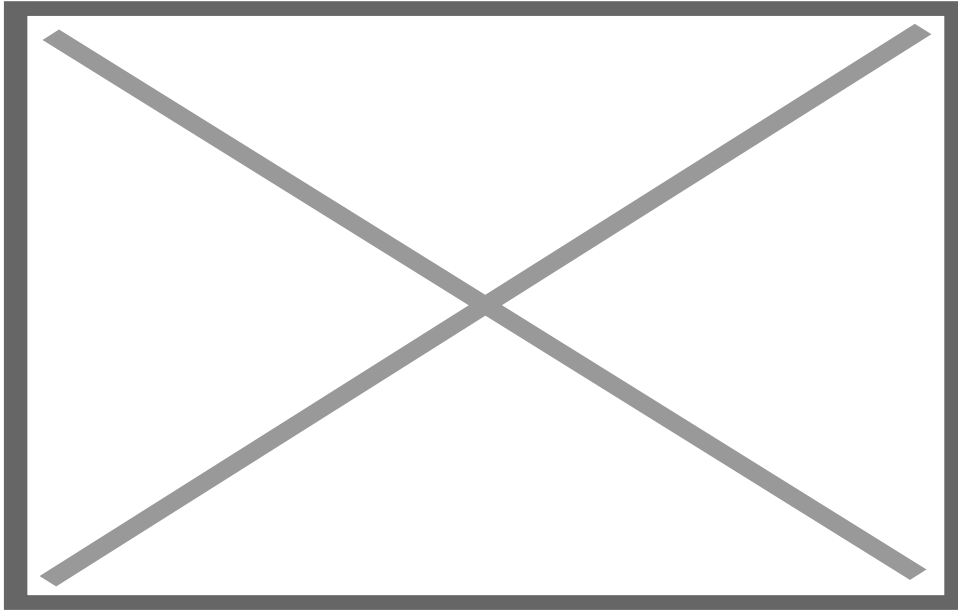


Pourquoi la résolution de lâ ONU sur les colonies serait néfaste aux Palestiniens

Description

Par Ali Abunimah    22 décembre



Le texte de la résolution de lâ ONU qui passe pour s opposer aux colonies israéliennes sur la terre palestinienne occupée ouvre en fait la voie   la possibilité de les légitimer. (Mahfouz Abou Turk, APA images)

Actualisation

Avec 24 heures de retard et une grosse crise diplomatique, la résolution a été adoptée vendredi par 14 pour, 0 contre et une abstention, celle des  tats Unis.

Article initial

Le Conseil de Sécurité de lâ ONU doit voter jeudi après midi une résolution qui condamne les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem Est.

J esp re que la résolution ne passera pas, mais permettez moi d expliquer pourquoi.

La résolution, défendue par lâ Autorit  Palestinienne, introduite par lâ  gypte et soutenue par la France, a des parties intéressantes, voire louables.

Elle réaffirme ostensiblement des décisions antérieures du Conseil de Sécurité, comme la résolution 465 qui invalide la prétention d Isra l   avoir annexé Jérusalem en 1967. Elle confirme aussi  « le caractère inadmissible de l acquisition de territoire par la force  ».

Elle rappelle  « l obligation qu a Israël, la puissance occupante  », de se plier   la Quatrième Convention de Genève sur la protection des civils sous occupation et la décision de la Cour Pénale Internationale en 2004 contre le mur d Isra l en Cisjordanie.

Le texte condamne clairement  « toutes mesures visant   altérer la composition démographique, le caractère et le statut du Territoire Palestinien occupé depuis 1967, dont Jérusalem Est  ».

Elle réclame une pause dans  « la construction et l expansion des colonies, dans le transfert des colons israéliens, dans la confiscation de la terre, la démolition de maisons et le déplacement de civils palestiniens qui sont opérés en violation du droit international humanitaire et de résolutions importantes  ».

Ces aspects sont positifs mais ils ne sont pas nouveaux

Sachant qu il y a d j   un grand nombre de résolutions qui ont recours   un langage presque identique, et parfois plus fort, quel est le besoin d une nouvelle résolution ?

Tout ce dont on a besoin est d action pour l application des résolutions existantes, telles que des sanctions contre Israël.

Mais cette résolution, comme les précédentes, ne propose pas d action. Dans un exemple magistral de formulation diplomatique vide, le texte se borne   donner mission au Conseil de Sécurité  « d examiner des voies et moyens pratiques d assurer la mise en œuvre intégrale de ses résolutions importantes  ».

Cet examen  « tranquille  » se déroule maintenant depuis un demi siècle tandis qu Isra l continue   voler et   coloniser la terre palestinienne dans la violence.

La destruction des droits des Palestiniens

Ce qui est encore plus préoccupant réside dans le reste de la résolution : sa lecture intégrale révèle que c est une tentative d introduire dans le droit international l ainsi nommée solution   deux  tats.

En septembre, j ai averti qu une résolution de ce type porterait atteinte aux droits des Palestiniens au lieu de les soutenir.

Ce texte ne contient aucune référence aux droits des Palestiniens, notamment le droit au retour des réfugiés. Il ne mentionne aucunement Gaza, qui est sous un si ge dévastateur et illégal depuis plus d une décennie, un blocus appliqué conjointement avec l  gypte qui est l initiateur de la résolution.

Il exprime plutôt  « une forte préoccupation sur le fait que la poursuite de la colonisation israélienne est dangereuse parce qu elle met en péril la viabilité de la solution   deux  tats basée sur les frontières de 1967, comme si deux  tats ne rétablissant pas les Palestiniens dans leurs droits étaient une fin en soi.

J ai d j   expliqué comment la formulation rusée  « basée sur les frontières de 1967  » est conçue pour permettre   Israël d annexer ses grands blocs de colonies.

Prenez l'ancienne résolution que j'ai mentionnée, la 465 de 1980. Elle réclame d'Israël « le démantèlement des colonies existantes », toutes les colonies construites depuis l'occupation de la Cisjordanie en 1967.

Le texte proposé aujourd'hui n'appelle Israël à démanteler que « tous les avant-postes établis depuis mars 2001 », ce qui implique que la plupart des colonies existantes, en particulier les grands blocs, resteront en place pour toujours.

Donc, tout en étant présenté comme un geste contre les colonies, cette résolution prépare le terrain à leur légitimation, quoique dans le cadre d'un accord de paix « négocié ».

Pas le droit de résister

Ce texte comporte beaucoup d'autres aspects négatifs, dont l'affirmation que les Palestiniens ont le devoir de s'autocontrôler pour le compte de leurs occupants en confisquant les dites « armes illégales » et en « démantelant leurs capacités terroristes » à un langage dans le style israélien qui diabolise un peuple occupé.

Il soutient « la coordination de sécurité existante » à la collaboration entre les forces d'occupation israéliennes et l'Autorité Palestinienne à laquelle s'opposent généralement les Palestiniens.

Tout cela est une attaque évidente contre le droit internationalement reconnu des peuples sous occupation, Palestiniens compris, à s'engager dans une résistance légitime.

Quel autre peuple occupé a-t-il été sommé d'assurer que ses occupants puissent le coloniser et le soumettre en toute tranquillité ?

Deux positions pro israéliennes

À noter que le texte met en garde contre « une réalité d'un État unique », langage destiné à stigmatiser et empêcher le débat sur les alternatives à la vision d'une partition territoriale de « deux États » qui a échoué, qui serait un État unique, démocratique, non racial, non sectaire, fondé que l'égalité de tous les citoyens.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu a réclamé un veto américain, proclamant que la résolution était anti israélienne.

https://twitter.com/netanyahu/status/811745158261837825?ref_src=twsrc%5Etfw

Traduction du tweet:

Benjamin Netanyahu :

Les USA devraient opposer leur veto à la résolution anti israélienne, au Conseil de Sécurité de l'ONU jeudi.

L'ambassadeur de France à Tel Aviv a affirmé à Israël que ses occupations étaient inappropriées. « La tendance en Israël à dire que « le monde entier est contre nous est erronée » a déclaré Hélène Le Gall à la presse. « Tout ce que nous disons sur les colonies, c'est parce que nous sommes avec Israël, non contre lui ».

Le clash entre Netanyahu et les Français à propos de ce texte est une confrontation entre deux positions pro israéliennes.

Netanyahu représente un Israël indéniablement raciste qui n'a plus d'intérêt à se déclarer pour la paix et qui n'est plus disposé à accorder leurs droits aux Palestiniens sous quelque condition que ce soit.

La France représente un bloc pro israélien de pays occidentaux qui sont également convaincus du droit d'Israël à continuer à être raciste, mais qui croient que la seule garantie est qu'une forme de bantoustan reste une option pour les Palestiniens.

Cette résolution vient au secours d'Israël en tant qu'état raciste qui assure sa majorité démographique juive au moyen d'une batterie de lois racistes. Ce faisant, les Palestiniens, dépourvus de leurs droits fondamentaux, seront confinés dans un bantoustan auquel sera donné le titre et l'apparence d'un état.

Le président élu Donald Trump a pesé du côté de Netanyahu en faisant pression pour un veto américain.

Toute l'attention se porte maintenant sur la façon dont l'administration américaine sortante du président Barack Obama va opposer son veto à cette résolution comme il l'a fait en 2011 ou s'abstenir et lui permettre ainsi d'être votée.

Si Obama permet à la résolution de passer, ce sera l'acte final de sa longue action de sape des droits des Palestiniens.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée
2016/12/26